

BRÈVES SECTORIELLES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°2024-05 du 26 mars 2024

En bref

Énergie

1. Le Ministre de l'énergie souligne l'amélioration de la situation financière des opérateurs de distribution d'électricité (*discoms*), élément essentiel pour absorber le doublement de capacité du système électrique d'ici 2030.
2. L'Inde serait intéressée pour ouvrir le secteur nucléaire au secteur privé, avec un modèle hybride de partenariat avec les acteurs publics historiques.
3. Le Ministre du pétrole lance le programme ETHANOL 100 pour renforcer l'autonomie énergétique indienne.

Transports

4. L'Inde lance une politique d'attractivité pour la production de véhicules électriques afin d'attirer des acteurs mondiaux du secteur.
5. Les chemins de fer indiens *Indian Railways* prévoient un résultat record pour l'année fiscale 2023-24, notamment porté par le transport de fret.

Ville

6. Bangalore, la *Silicon Valley* de l'Inde, souffre d'une grave crise de l'eau et attend avec impatience la mise en service prochaine de la phase 5 de l'approvisionnement depuis le fleuve Cauvery.

Environnement

7. Le gouvernement Indien renforce son contrôle du commerce illégal d'animaux sauvages.
8. L'Inde accélère les travaux de prospection de ressources minérales critiques.
9. Le mode de calcul des crédits verts annoncés par le gouvernement Indien se précise.

Numérique

10. La licorne indienne PayTM parvient à obtenir une licence pour continuer à fournir des services de paiement via l'infrastructure publique de paiements numériques (UPI).
11. Le gouvernement Indien approuve le programme d'intelligence artificielle India AI doté d'un budget de 1,2 Md EUR.

Énergie

Le Ministre de l'énergie souligne l'amélioration de la situation financière des opérateurs de distribution d'électricité (*discoms*), élément essentiel pour absorber le doublement de capacité du système électrique d'ici 2030.

Face aux industriels de l'énergie, le Ministre de l'énergie R. K. Singh a souligné la nette amélioration de la situation des opérateurs de distribution d'électricité *discoms*. Leurs pertes technique et commerciales ont baissé de 66% en deux ans, permettant de réduire les retards de paiements aux producteurs d'électricité à 5Mds en mars 2024. Cela se traduit également par des rehaussements de leur notation financière : 2 des 55 *discoms* atteignent une notation de A et 15 sortent de la catégorie C.

Selon le Ministre, ces progrès sont principalement dus à la rigueur fiscale imposée par le gouvernement, qui a conditionné l'accès à des financements publics et des autorisations (accès au marché de puissance, versement des indemnités d'échelonnement des paiements) à une amélioration de leurs déficits budgétaires. Les *discoms* ont été contraints d'améliorer leur taux de facturation. Le Ministre a réaffirmé l'objectif de 100% de facturations et paiements en s'appuyant notamment sur le *smart metering*.

Une autre faiblesse des *discoms* provient de leur vulnérabilité à la hausse des prix, car elles s'approvisionnent fortement auprès du marché *spot* coûteux. Le gouvernement table sur 85% des futurs approvisionnements par des contrats long termes, moins exposés à la volatilité des prix de l'électricité.

Le Ministre a rappelé que la résilience des *discoms* est essentielle pour accompagner le doublement de la capacité totale injectée sur le réseau d'ici 2030, conséquence du triplement du pic de demande prévue en 17 ans (120GW en 2013, 380GW en 2030). Le Ministre a par ailleurs souligné que pour faire face à la croissance exponentielle de la demande, il sera essentiel d'ajouter de nouvelles capacités de centrales à charbon (50GW additionnels par rapport aux 30 GW déjà annoncés).

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

L'Inde serait intéressée pour ouvrir le secteur nucléaire au secteur privé, avec un modèle hybride de partenariat avec les acteurs publics historiques.

Le ministre de l'énergie souhaite impliquer les acteurs privés dans l'industrie de production électrique nucléaire. Il s'agit de s'inspirer d'expériences internationales pour accélérer la croissance de ce secteur dont la capacité de production actuelle s'élève à 6,7GW (2% de la production électrique).

Cette annonce s'inscrit dans la nécessité de développer massivement des capacités de production pour faire face à la très forte croissance de la demande électrique. L'accélération du déploiement de capacités de production électrique nucléaire est

essentielle, en complément du déploiement de renouvelables intermittentes et de capacités de stockage électrique.

Le gouvernement souhaiterait inciter le secteur privé à investir dans le secteur nucléaire environ 26 Mds USD, en ciblant notamment cinq conglomérats dont Adani Power, Vedanta, Reliance Industries et Tata Power.

Les entreprises privées seraient chargées d'acquérir les terrains, sécuriser l'approvisionnement en eau et d'entreprendre les travaux de construction dans des zones situées à l'extérieur du complexe de réacteurs. Toutefois, les droits de construction et d'exploitation des centrales, ainsi que la gestion de leur combustible, reviendront à l'opérateur public historique NPCIL. Dans ce modèle hybride, les entreprises privées généreront des revenus de la vente d'électricité de la centrale et NPCIL percevrait une redevance pour l'exploitation du site.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Le Ministre du pétrole lance le programme ETHANOL 100 pour renforcer l'autonomie énergétique indienne.

Le Ministre du pétrole a annoncé le lancement de la distribution du carburant ETHANOL 100 dans 183 stations-services d'IndianOil. Ce programme poursuit la transition de 'Annadatas' (nourriture) en 'Urjadas' (énergie), déjà bien avancée par le programme EBP qui visait la généralisation de l'E20 d'ici 2025, un carburant composé à 20% d'éthanol. Pour l'heure, l'E20 est distribué dans 12 000 stations-services indiennes.

Le programme ETHANOL 100 a un large spectre d'applications et nécessite 7,5 Mds de litres de capacités supplémentaires de production d'éthanol, alors que l'EBP demandait d'ores et déjà leur hausse de 14 à 17 Mds de litres entre novembre 2023 et 2025.

Ce programme contribue à l'indépendance énergétique de l'Inde et l'amélioration de sa balance commerciale. L'EBP aurait permis de réduire les importations de pétrole de 2,6Mds EUR en 2023.

Pour autant, 63% de la production d'éthanol vient de la mélasse. Or, la culture indienne du sucre de canne fait face à des conflits d'usages avec des cultures alimentaires, ainsi qu'au retour de la concurrence brésilienne qui questionne sa rentabilité.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Transports

L'Inde lance une politique d'attractivité pour la production de véhicules électriques afin d'attirer des acteurs mondiaux du secteur.

Le gouvernement indien a donné son feu vert à un nouveau régime d'aide aux véhicules électriques assorti d'allègements fiscaux, qui vise à faire de l'Inde un centre de production de premier plan de véhicules électriques. Cette politique conçue pour attirer les investissements de fabricants de renommée mondiale demande un

investissement minimum d'environ 500 MUSD. Les entreprises mettant en place des unités de production dans un délai de trois ans et ayant une valeur ajoutée en Inde de 50 % dans un délai de cinq ans bénéficieront d'une réduction des taxes à l'importation sur certains véhicules électriques.

Cette politique vise à promouvoir une concurrence saine entre les acteurs du secteur des véhicules électrique, à stimuler l'initiative "Make in India", à réduire les importations de pétrole brut, à diminuer le déficit commercial ainsi qu'à stimuler le développement technologique en Inde. Elle permettra également de diminuer la pollution atmosphérique et devrait réduire l'impact environnemental du transport routier, encore très peu électrifié en Inde.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

Les chemins de fer indiens *Indian Railways* prévoient un résultat record pour l'année fiscale 2023-24, notamment porté par le transport de fret.

Le Ministère du Rail a annoncé des prévisions de résultat record pour *Indian Railways*. Au 15 mars, *Indian Railways* a dépassé la barre des 1500 millions de tonnes de fret transporté, proche du niveau de 1512 MT de l'année fiscale précédente. Le chiffre d'affaires de l'entreprise publique a atteint 26,7 Mds EUR (+7,6% sur un an) à mettre en regard des coûts croissants de 25,4 Mds EUR au total. Le trafic de passagers a également augmenté atteignant 6,48 milliards de passagers transportés au cours de l'année fiscale. Les travaux d'infrastructures se sont poursuivis à un rythme soutenu avec la construction de 14 km de voies en moyenne par jour, soit 5 100 km au total.

Ces résultats illustrent le poids du secteur ferroviaire indien et témoignent de la volonté du gouvernement de développer et de moderniser les infrastructures ferroviaires du pays, souffrant encore de retards réguliers et d'infrastructures vieillissantes. Le Ministère du Rail bénéficie de budgets élevés, et constitue le troisième ministère le mieux doté dans les annonces du budget intérimaire du mois dernier.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

Ville

Bangalore, la *Silicon Valley* de l'Inde, souffre d'une grave crise de l'eau et attend avec impatience la mise en service prochaine de la phase 5 de l'approvisionnement depuis le fleuve Cauvery.

Bangalore, la *Silicon Valley* indienne située dans le sud du pays, souffre d'une grave pénurie d'eau s'expliquant notamment par la faible mousson de l'année précédente, l'urbanisation et l'imperméabilisation croissantes de la ville. La ville et ses 14 millions d'habitants ont besoin d'environ 2 600 millions de litres d'eau par jour (MLD), mais au cours des dernières semaines, le déficit d'approvisionnement atteint 500 MLD.

L'approvisionnement en eau de Bangalore repose sur le fleuve Cauvery (1470 MLD) et sur des puits de forage dans les nappes phréatiques (650 MLD). Pour sortir de cette crise, le gouvernement du Karnataka compte sur la mise en service cette année du

projet *Cauvery Phase V* d'une capacité de 775 MLD pour un coût d'environ 600 MEUR financé par un prêt de la JICA. Le gouvernement prévoit également d'agir sur les puits dont près de la moitié (6900) sont à sec avec le forage de 313 nouveaux puits et la réhabilitation de 1200 puits existants. Un Comité d'experts sera également mis en place pour trouver des solutions à plus long-terme et garantir la sécurité de l'approvisionnement en eau de Bangalore.

[En savoir plus](#)

Environnement

Le gouvernement Indien renforce son contrôle du commerce illégal d'animaux sauvages.

Le Ministère de l'Environnement, de la Forêt et du Changement Climatique a notifié une série de réglementations renforçant le contrôle du trafic illégal d'animaux sauvages. Ces réglementations s'appliquent sous l'égide du *Wild Life Protection Act* de 1972, loi fondatrice du cadre juridique de protection et de gestion de la vie sauvage dans le pays. Tout transfert, possession, naissance ou décès d'une espèce animale inscrite au sein des annexes de la CITES (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore Sauvages menacées d'extinction) doit être déclaré aux autorités dans les 6 mois à compter de la publication du communiqué.

L'Inde est un pays mégadivers abritant environ 8% de la biodiversité mondiale et l'un des 20 pays au monde les plus sujets au trafic illégal d'animaux sauvages. Le trafic est poussé par (i) la demande de matières premières par la médecine orientale (notamment chinoise), (ii) la consommation de viandes exotiques dans certains Etats et (iii) une demande d'animaux de compagnie (oiseaux, reptiles...) interne et externe croissante.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

L'Inde accélère les travaux de prospection de ressources minérales critiques.

6 Etats indiens ont publié un avis de lancement d'appel d'offre pour des travaux de prospection sur des minéraux critiques et profonds. Le Rajasthan et le Karnataka sont les premiers à avoir lancé leur vente aux enchères sur des sites renfermant de l'or, du cuivre, du lithium ou encore des terres rares. Ils ont été suivis par le Maharashtra, le Madhya Pradesh, l'Andhra Pradesh et le Chhattisgarh. En fonction des résultats, la phase de prospection pourra mener à de nouvelles ventes aux enchères de baux d'exploitation miniers.

Ces ventes s'inscrivent dans la stratégie du gouvernement de réduire sa dépendance aux importations de minéraux venu de Chine qui représentaient en 2022 près de 92% de la valeur des minéraux importés. L'Inde a encore une très faible connaissance de ses ressources stratégiques et ces annonces font suite à l'amendement de juillet 2023 du *Mines and Mineral Act*, qui encourage la participation du secteur privé dans l'exploration et l'exploitation des minerais stratégiques.

[En savoir plus, en savoir plus, en savoir plus](#)

Le mode de calcul des crédits verts annoncés par le gouvernement Indien se précise.

L'Inde a annoncé durant la COP 28 le lancement de son programme de crédits verts à l'ambition internationale. Ces crédits constituent la monnaie évaluant toute action environnementale, de la réduction des déchets à la mise en place de pratiques régénératives en agriculture. Le Ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement Climatique vient d'annoncer les modalités de génération de crédits verts à partir de projets d'afforestation. Chaque arbre planté en respectant les critères forestiers établis générera un crédit vert à la suite d'une évaluation deux ans après le projet d'afforestation.

L'initiative reste aujourd'hui peu médiatisée et la méthodologie présente une attractivité limitée : toute entité désirant lancer un projet d'afforestation doit en effet avancer les frais et attendre un délai de deux ans avant de recevoir un nombre incertain de crédits. L'efficacité de ce nouveau marché de crédits environnementaux dépendra de l'adhésion internationale et de la valorisation des autres pratiques vertes visées par le dispositif.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

Numérique

La licorne indienne PayTM parvient à obtenir une licence pour continuer à fournir des services de paiement via l'infrastructure publique de paiements numériques (UPI).

PayTM, la plus grande licorne du secteur fintech, a reçu une licence de fournisseur d'applications tierces de la part du régulateur National Payments Corporation of India (NPCI). Cette licence lui permettra de continuer à traiter les paiements numériques basés sur l'infrastructure de paiement numérique (UPI) par l'intermédiaire de son application mobile, même si sa banque de paiement, PayTM Payments Bank Limited (PPBL), cessera de fonctionner après le 15 mars. La banque centrale indienne RBI a en effet constaté que PPBL présentait des problèmes de non-conformité persistants. PayTM a donc été contrainte de transférer tous ses comptes clés de PPBL vers les banques partenaires Axis, HDFC, State Bank of India et Yes Bank. La licence que PayTM vient d'obtenir est similaire à celle utilisée par ses concurrents, les sociétés américaines GooglePay et PhonePe.

[En savoir plus](#)

Le gouvernement Indien approuve le programme d'intelligence artificielle India AI doté d'un budget de 1,2 Md EUR.

Six ans après la publication par l'Inde de la première proposition de stratégie nationale pour l'IA, le gouvernement vient d'approuver un programme d'intelligence artificielle IndiaAI doté d'un budget de 1,2 Md EUR. Le programme comporte sept éléments clés

: 1) construire une infrastructure informatique partagée avec 10 000 unités de traitement graphique (GPU) dans le cadre d'un partenariat public-privé, 2) créer un centre d'innovation pour développer et déployer des modèles fondamentaux, 3) mettre en place un accès à des données non personnelles de qualité pour les startups et les chercheurs, 4) développer des applications d'IA pour les secteurs critiques identifiés par l'Etat 5) développer des cours d'IA à différents niveaux universitaires et créer des laboratoires dans les petites villes 6) dédier 221 M EUR de financement pour les startups en IA ou Deep Tech 7) développer des outils d'auto-évaluation, des lignes directrices et un cadre de gouvernance pour une IA sûre et fiable.

[En savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>